Monsieur le Président,

Mes premiers mots sont pour remercier les membres de la Commission de la santé et des services sociaux, de nous permettre de faire connaître notre point de vue et de faire certaines recommandations dans le cadre de l'examen portant sur le bilan quinquennal de la législation antitabac.

Dans un premier temps, permettez-moi de vous faire connaître l'AMDEQ, ou si vous préférez, l'Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec, une coopérative de dépanneurs indépendants d'environ 1 050 membres, répartis sur l'ensemble du territoire québécois. L'AMDEQ existe depuis 30 ans maintenant. En plus d'être un groupement d'achat, l'Association cherche à répondre adéquatement aux besoins et préoccupations de ses membres. Dans les dossiers où leurs intérêts sociaux-économiques sont en jeu, comme c'est le cas pour la loi sur le tabac, l'AMDEQ a la responsabilité de les représenter et de les défendre.

Nous tenons à mentionner, qu'avec le temps, l'AMDEQ est devenu un partenaire important du gouvernement du Québec. À ce titre, nous maintenons un partenariat avec le Ministère de l'Immigration et de Communauté culturelle dans le but de faciliter la francisation et l'intégration de nos membres d'origine asiatique à la société québécoise, en leur offrant des cours de français. Nous collaborons également avec le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation afin de faire la promotion de la

campagne « Les aliments du Québec, toujours le bon choix » et ce, afin de promouvoir chez nos membres l'achat de produits auprès de fournisseurs locaux ou régionaux.

Pour ce qui touche plus particulièrement au Ministère de la Santé et l'application de la loi sur le tabac, l'AMDEQ, de sa propre initiative et avec ses propres fonds, a mis en place, il y a deux ans maintenant, un programme de formation, en ligne sur Internet, accessible gratuitement, et au bénéfice non seulement de ses membres, mais aussi de l'ensemble des détaillants en alimentation du Québec.

Le programme « Nous cartons » est donc notre façon non seulement de collaborer avec le Ministère de la Santé du Québec à l'atteinte des objectifs de santé publique en faisant en sorte que les produits du tabac ne se retrouvent pas dans les mains de personnes mineures, mais aussi de soutenir nos membres dans leur travail de tous les jours. Nous développerons un peu plus sur le programme « Nous cartons » plus loin dans ce document.

Avant de passer au vif du sujet qui nous amène devant vous, nous tenons à mentionner que **l'AMDEQ est complètement indépendante de toute corporation** et que bien que l'on représente un peu plus de 1 000 membres, dépanneurs indépendants, nos propos correspondent aux préoccupations de l'ensemble des dépanneurs du Québec.

TAXES ET CONTREBANDE DES PRODUITS DU TABAC

On ne peut aborder les problèmes de santé publique liés à l'usage du tabac et la loi sur le tabac sans parler de la contrebande des produits du tabac. D'ailleurs, tous les intervenants s'accordent pour dire qu'il y a un lien direct à faire entre les problèmes de santé reliés au tabagisme et la facilité de se procurer des produits du tabac, à des prix ridicules, sur le marché illégal auprès des réseaux de contrebandiers.

Pour préparer notre exposé, nous avons pris le temps de relire non seulement, le document gouvernemental du Plan québécois de prévention du tabagisme chez les jeunes 2010-2015 mais aussi les témoignages qui ont été entendus lors du mandat d'initiative, inscrit au Comité des finances publiques qui s'était penché, à l'automne 2011 sur les moyens à prendre pour contrecarrer la contrebande du tabac; nous avons également consulté le rapport final de cet exercice qui a été rendu public le 29 février 2012.

En mars de la même année (2012), l'ex-ministre des Finances, monsieur Raymond Bachand avait répondu positivement à l'une de nos demandes, soit le maintien du statu-quo sur les taxes des produits du tabac. Les nombreuses frappes policières qui ont eu lieu au cours des derniers mois et les récents rapports de l'Agence du revenu rapportant le nombre d'individus trouvés coupables de contrebande du tabac nous démontrent clairement et toujours la présence de la contrebande du tabac au Québec.

Nous ne nions pas qu'il y ait eu des améliorations au cours des deux dernières années suite aux différentes décisions et actions gouvernementales mais les réseaux de contrebandiers sont toujours actifs.

L'augmentation de la taxe spécifique sur le tabac mise en vigueur, l'automne dernier, par le ministre des Finances, monsieur Nicolas Marceau a semé l'inquiétude parmi nos membres qui craignent, avec raison, une recrudescence de la contrebande du tabac. Nous avons fait parvenir à la mi-octobre, l'an dernier, nos craintes à ce sujet au ministre Marceau. Permettez-moi de vous lire un court extrait de notre lettre : *« À ce sujet, nous adoptons la même demande que l'an dernier, soit le statu-quo sur les taxes reliées aux produits du tabac. »*

Tous les spécialistes s'accordent pour dire qu'il y a un lien direct entre une hausse des taxes sur les produits du tabac et une recrudescence de la contrebande des produits du tabac, le passé en est témoin. Il y a donc des limites à ne pas dépasser et il devient contre-productif d'augmenter régulièrement les taxes sur le tabac; les fumeurs retourneront tout simplement s'approvisionner sur le marché de la contrebande où le coût d'acquisition est beaucoup moindre.

À cet effet, nous aimerions vous rappeler les propos que M. Jean St-Gelais, alors président de l'Agence de Revenu Québec, qui avait clairement indiqué en octobre 2011 dans le cadre du mandat d'initiative portant sur la contrebande du tabac à la Commission des Finances publiques, les conséquences d'une hausse des taxes :

« Toute nouvelle proposition visant à augmenter la taxe spécifique, à notre avis, devrait être évaluée avec beaucoup de prudence en tenant compte de tous les risques qui sont associés à une résurgence de la contrebande..»

D'autre part, dans le cadre de ces mêmes audiences, M. Alain Poirier, ex-sous-ministre de la Santé publique avait été très clair face à l'éventualité de d'autres augmentations de taxe sur les produits du tabac :

« On ne peut pas continuer à augmenter la taxe et considérer que les jeunes n'ont pas accès à un produit qui coûte à peu près rien. Une cigarette de contrebande, c'est entre 0,05 \$ à 0,10 \$. »

Nous espérons que le Ministre de la Santé conseillera à son collègue des Finances de maintenir de la taxe spécifique sur le tabac tel qu'adopté lors du dernier budget.

CAMPAGNE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION SUR LE TABAGISME ET LA CONTREBANDE

Dans le rapport final sur le mandat d'initiative sur la contrebande du tabac du Comité des finances publiques, on y souligne l'importance, afin de **réduire la vente illégale du tabac**, de **mettre en place campagne d'information et de sensibilisation sur le tabagisme et la contrebande**. Nous retrouvons ce même constat dans le document du plan québécois de prévention du tabac chez les jeunes 2010-2015. En voici d'ailleurs un extrait sur les stratégies d'interventions et d'actions prévues et recommandées :

« Faire connaître les aspects de la contrebande susceptibles d'affecter la santé publique, en particulier ceux qui touchent les jeunes en rédigeant divers documents d'information adaptés aux différentes clientèles cibles (réseau de la santé publique, médias, population générale et jeunes) et en préparant des communications pour les médias traitant des aspects communautaires et des aspects de santé publique liés à la contrebande. »

Pour bien souligner l'importance d'une telle campagne, on fait mention, toujours dans le plan de prévention du tabagisme 2010-2015, des propos suivants pour souligner la facilité qu'ont nos jeunes à se procurer des cigarettes illégales :

*« En rendant les produits du tabac plus accessibles, la contrebande, et plus spécifiquement la tendance actuelle de « **contrebande de rue** » exercée auprès des jeunes, soulève la nécessité de nouveaux efforts d'intervention à cet égard. En outre, le tabac de contrebande n'est soumis à aucun contrôle et ne comporte généralement pas les mises en garde réglementaires rappelant les effets nocifs du tabac sur la santé ».*

Ces constats et recommandations mis de l'avant à plusieurs reprises dans le passé par différents intervenants n'ont jamais été mis en pratique et nous attendons toujours.

Nous insistons auprès du Dr Réjean Hébert, Ministre de la Santé et des Services sociaux pour qu'il tienne compte de ces recommandations. Il y a bien eu des tentatives du genre qui avaient été entreprises et mises en place dans le passé, le « **Projet Vital** » par exemple, mais cette initiative, pour des raisons que nous ignorons, a été abandonné.

Nous nous serions attendus à ce que ce type de campagne fasse partie du programme **Accès-tabac** mais il semble que cet aspect ait été complètement mis de côté ou jugé non prioritaire. Nous interpellons donc le **Ministre de la Sécurité publique, M. Stéphane Bergeron, concernant les actions ou priorités qu'il entend prendre dans le cadre du programme Accès-Tabac.**

Nous souhaiterions que le ministère de la Santé travaille en étroite collaboration pour et avec le ministère de la Sécurité publique pour s'assurer qu'une campagne comme celle recommandée à la fois dans le plan de prévention sur le tabagisme et dans le rapport du Comité des finances publiques sur le mandat d'initiative sur la contrebande de tabac fasse partie du programme « **Accès tabac** ». Nous espérons que ce programme soit étendu à chacune des régions du Québec et ce, dans le but d'enrayer ce fléau qui est la contrebande du tabac. Dans son budget, le ministre Nicolas Marceau est demeuré vague sur le financement autorisé par son gouvernement pour permettre à « **Accès tabac** » d'atteindre ses objectifs.

Nous sommes prêts à nous impliquer et à soutenir les efforts du ministère de la santé dans la mise en place d'une campagne qui ferait connaître les aspects de la contrebande susceptibles d'affecter la santé publique en particulier ceux qui touchent les jeunes; tout comme nous soutenons les efforts du ministère, par la mise en place de notre programme de formation « **Nous cartons** », pour que les dépanneurs du Québec puissent mieux contrôler la vente du tabac aux mineurs.

Nous demandons également au gouvernement de publier annuellement un rapport portant sur le travail du programme « Accès-Tabac ». Ce rapport qui inclurait des données régionales. Souvent les gouvernements ont des tendances à nous assommer avec une série de statistiques portant sur l'ensemble du Québec, sans prendre le temps de décentraliser les données de ce rapport en fonction de chacune des régions du Québec. Chacune des régions a sa particularité dans le dossier de la contrebande du tabac, on a qu'à penser aux municipalités à proximité des réserves autochtones.

LOI SUR LES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE BOISSONS ALCOOLIQUES

Parmi les autres stratégies d'intervention et actions recommandées dans le plan de prévention du tabagisme chez les jeunes, on y suggère *d'analyser la possibilité de mettre en place des mesures pour harmoniser les lois et règlements qui encadrent la vente de tabac, d'alcool et de loteries aux mineurs.*

J'aimerais rappeler qu'en vertu de la loi portant le nom « **Loi Limba** » (Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques), **il est interdit aux mineurs d'acheter, de posséder et de consommer de l'alcool.**

À plusieurs reprises dans le passé, l'AMDEQ et d'autres associations, ont demandé que qu'un règlement semblable s'applique également aux produits du tabac; c'est-à-dire qu'il soit interdit à un mineur d'acheter pour lui-même ou pour autrui des produits du tabac. Nous profitons donc de l'occasion pour demander de nouveau l'introduction d'une clause semblable à la loi sur le tabac; comme c'est le cas pour l'alcool.

Cette suggestion rejoint donc l'un des points invoqués dans le plan quinquennal de prévention, soit l'harmonisation de règlements qui encadre la vente de tabac, de la loterie et de l'alcool.

PROGRAMME DE FORMATION « NOUS CARTONS »

Au début de notre exposé, nous vous avons fait part de notre programme « **Nous Cartons** », un programme qui rejoint un des objectifs du ministère, soit de contrôler l'accès des produits du tabac aux mineurs et assurer le respect de la loi sur le tabac. Nous voulons ici vous le présenter plus en détail.

Le programme « **Nous cartons** » a pour but de fournir un outil de travail professionnel pour aider les propriétaires de dépanneurs à sensibiliser et former leurs employés aux éléments législatifs de la loi sur le tabac et à son respect. Nous voulons que le « cartage » de clients ayant l'apparence d'une personne de moins de 25 ans devienne un geste automatique de la part de chaque employé travaillant dans les dépanneurs du Québec.

Une fois la formation complétée, les employés certifiés sont plus conscients des conséquences de leurs actes et, nous l'espérons, se mettront à « **carter** » de façon automatique tout client qui paraît avoir moins de 25 ans.

Nous tenons à faire remarquer au gouvernement du Québec que notre programme, disponible sur internet, est gratuit non seulement pour les membres de l'association mais, suite à une entente que nous avons obtenue avec le *Comité sectoriel de la main-d'œuvre du commerce et de l'alimentation*, à l'ensemble des détaillants du Québec.

Vous trouverez dans la pochette, l'ensemble de la documentation qui vous aidera à bien comprendre l'initiative que nous avons prise pour former les employés de dépanneurs.

« **Nous cartons** » est un programme que nous voulons implanter pour amener les employés des dépanneurs à imiter ce qui se fait couramment dans certaines provinces canadiennes et aux États-Unis, c'est-à-dire, faire appel au processus de carter les

25 ans et moins. Une fois que ce mode opératoire aura été accepté pour les employés, les propriétaires des dépanneurs seront en mesure d'avoir plus confiance en leurs employés et les moins de 25 ans comprendront que d'être cartés est la norme.

Avec l'application de ce programme, nous espérons augmenter le taux de conformité des détaillants versus la vente des produits interdits aux mineurs et ainsi apporter notre contribution aux objectifs du ministère de la Santé, de Loto-Québec ou encore de la Société des alcools, afin que ces produits ne soient pas accessibles aux mineurs.

Je désire également mentionner que dans la réalisation de cette formation, nous avons pris en compte certaines mesures et recommandations mises de l'avant par le ministère de la Santé dans la « **trousse du détaillant** »; un manuel mis à leur disposition.

Nous aimerions rappeler au Ministre de la santé que ce programme est une initiative propre à l'AMDEQ, qu'il a été réalisé avec nos propres fonds, qu'il est offert gratuitement à tous les détaillants du Québec et qu'il contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux relatifs à la santé des jeunes québécois car il cherche à implanter chez les détaillants un meilleur contrôle de l'accès des produits du tabac aux mineurs et le respect de la loi sur le tabac. Il rejoint ainsi certaines des recommandations que l'on retrouve dans le plan de prévention du tabagisme chez les jeunes 2010-2015.

Le programme « **Nous cartons** » étant notre façon de collaborer avec le Ministère de la Santé du Québec à l'atteinte des objectifs de santé publique afin de réduire l'accès de tabac aux mineurs, **nous serions très heureux si le Ministre de la Santé pouvait accorder au programme « Nous cartons », une recommandation ou une reconnaissance officielle, surtout qu'il a été réalisé à partir du matériel conçu par son ministère.**

PIÈCES D'IDENTITÉ

Nous sollicitons également la collaboration du gouvernement, afin de nous fournir un autre outil qui viendrait faciliter le travail de contrôle de la vente des produits interdits aux mineurs. Nous voulons que le gouvernement puisse doter la carte d'assurance-maladie d'un « **code-barres** », à l'exemple du permis de conduire, qui nous permettrait de contrôler plus facilement et adéquatement l'âge d'un client voulant acheter des produits du tabac. Les terminaux de vente de loteries de Loto-Québec sont équipés d'un lecteur permettant de lire ce « **code-barres** ».

Il faut que les citoyens comprennent qu'au Québec comme partout ailleurs au pays et dans plusieurs états américains, que **le cartage va faire partie de nos habitudes de consommation**. Votre ministère devrait engager les négociations avec la Régie de l'Assurance-maladie du Québec et Loto-Québec pour mettre cet outil à la disposition des détaillants du Québec.

De plus, nous demandons au gouvernement d'investir dans une **campagne publicitaire** de sensibilisation faisant la promotion, auprès des citoyens, de la présentation d'une carte d'identité (carte d'assurance-maladie) à l'achat de l'un des produits dont la vente est interdite aux mineurs (tabac, loterie et alcool).

Nous voulons rappeler au gouvernement qu'il investit déjà dans toutes sortes de campagne d'intérêt publique ou autres; que l'on pense par exemple à la campagne sur le civisme au volant, à celle sur l'utilisation du cellulaire au volant, celle sur la sensibilisation contre l'homophobie, sur la maladie mentale, la fréquentation des salons de bronzage, le sommeil au volant; nous pourrions en nommer encore plusieurs de ce genre.

Comme les raisons qui motivent la mise en place de réglementation interdisant la vente de certains produits aux mineurs (tabac, alcool et loterie) sont souvent des raisons reliées à des questions de santé publique, nous croyons que cela devrait motiver le gouvernement à investir dans une campagne faisant la promotion, auprès des citoyens, de la présentation d'une carte d'identité à l'achat de produits dont la vente est interdite aux mineurs.

Nous aimerions ici faire mention de l'excellente campagne de publicité menée par la Société des Alcools du Québec (SAQ) afin de sensibiliser le consommateur à s'attendre à être « carter » et à présenter une carte d'identité lorsqu'il se présente en succursale

pour acheter des boissons alcooliques. C'est une campagne publicitaire de ce type que nous attendons du Ministère de la santé.

Sans demander l'introduction d'une carte d'identité spécifique pour l'achat de produits interdits aux mineurs, nous voudrions vous rappeler qu'en Ontario, il existe une carte d'identité spécialement émise pour les citoyens se procurant les boissons alcooliques dans les Liquor Stores.

Le gouvernement est très préoccupé par la problématique d'accès à des produits dont la vente est interdite aux mineurs, car il est question ici de prévenir des problèmes de santé ou de dépendance des jeunes à ces produits. Nous croyons que cela serait perçu très positivement par l'ensemble des Québécois, par les différents intervenants impliqués dans ces dossiers et par l'ensemble des détaillants si le gouvernement investissait dans ce type de campagne. **Cela serait une façon d'appuyer, de reconnaître et de faciliter le travail des détaillants** à s'acquitter des responsabilités que vous leur confiez.